

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mardi 02 Décembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

MEPC. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal

Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération a reçu en audience, le lundi 1er décembre 2025, l'équipe conjointe de la Banque mondiale (World Bank) et la Société financière internationale (IFC - International Finance Corporation) composée de Nouma Dione (Responsable pays SFI), Wilfried Kouamé (Economiste principal, BM), Geneviève Boyreau (Economiste en chef), Mariem Malouche (Economiste principale, BM), Jana Malinska (Spécialiste principale du secteur privé), Zineb Benkirane (Economiste principale, SFI) et Christian Correa (Assistant d'équipe). La délégation, qui dirige une mission dans le cadre de la préparation du premier rapport sur la croissance et l'emploi au Sénégal, collabore également avec le MEPC pour la conduite des audits destinés à identifier les contraintes structurelles à l'investissement privé, notamment dans les secteurs stratégiques. Le MEPC et le groupe de la Banque mondiale sont engagés à mettre en place un programme de réformes transversales et sectorielles catalytiques pour améliorer durablement l'attractivité et la compétitivité de l'environnement économique du Sénégal, afin de libérer le potentiel du secteur privé pour la croissance et la création d'emplois.

https://web.facebook.com/story.php?story_fbid=1175258764728271&id=100067324742649&mibextid=wwXIfr&rdid=PGMMmoWCyQcd33oU#

SENEWEB. Le Sénégal puise-t-il «trop» sur le marché financier local : Les vérités du Ministre des Finances

Avec l'histoire de la dette dite cachée et la suspension du programme qui le lie avec le Fonds monétaire international (Fmi), le Sénégal peine sur le plan budgétaire. Le pays a du mal à mettre la main sur les ressources concessionnelles et voit son accès au marché financier international entravé. Pour trouver des ressources, l'Etat du Sénégal s'est beaucoup plus concentré sur le marché financier sous-régional. Cheikh Diba et ses hommes y ont puisé près de 2800 milliards de francs Cfa en 2025. Le budget 2026 aussi sera couvert à 65 % par des émissions dans le marché régional et l'appel public à l'épargne (Ape), a annoncé l'argentier de l'Etat. Mais, pour certains, le Sénégal puise beaucoup trop sur le marché financier local. Et cela peut être risqué. «Les émissions obligataires régionales sont plus coûteuses (rendement supérieur à 7%) et ont généralement des échéances plus courtes que les prêts concessionnels.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/le-senegal-puise-t-il-trop-sur-le-marche-financier-local-les-verites-du-ministre-des-finances_n_475982.html

APS. Budget 2026 : plus de 335 milliards de FCFA alloués au ministère des Transports terrestres et aériens

L'Assemblée nationale a ouvert, peu avant 19 heures, la séance plénière consacrée à l'examen du projet de budget 2026 du ministère des Transports terrestres et aériens, arrêté à plus de 335 milliards de francs CFA, selon le rapport de la Commission des finances et du contrôle budgétaire. La plénière est présidée par le vice-président de



l'Assemblée nationale, Cheikh Thiore Mbacké, en présence du ministre des Transports terrestres et aériens, Yankhoba Dembélé, et du ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, accompagnés de leurs collaborateurs. Le projet de budget du département des Transports terrestres et aériens est fixé à 335 234 538 370 FCFA en autorisations d'engagement (AE) et à 239 705 315 070 FCFA en crédits de paiement (CP). Il est structuré autour de quatre programmes.

<https://aps.sn/budget-2026-plus-de-335-milliards-de-fcfa-alloues-au-ministere-des-transports-terrestres-et-aeriens/>

APS. Une baisse de plus de 7 milliards sur le budget du ministère de l'Enseignement supérieur

Le budget du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation enregistre une baisse de plus de 7 milliards de FCFA pour l'exercice 2026, en raison du fait que les projets de construction dudit département sont désormais confiés au ministère des Infrastructures. Le budget "est arrêté à la somme de trois cent un milliards dix-neuf millions six cent quarante-neuf mille trois cent soixante-neuf 301 019 649 369 F CFA, contre trois cent huit milliards cinq cent trente-cinq millions cinq cent soixante-onze mille sept cent trente-quatre 308 535 571 734 FCFA en 2025", selon la rapporteure générale de la commission des finances et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale.

<https://aps.sn/une-baisse-de-plus-de-7-milliards-sur-le-budget-du-ministere-de-l-enseignement-superieur/>

SENEWEB. Transferts d'Argent : La nouvelle taxe de 0,5% entre en vigueur au Sénégal

L'Association Professionnelle des Établissements de Paiement et de Monnaie Électronique du Sénégal (APEP/EMES) a publié, le 28 novembre 2025, un communiqué pour préciser les modalités d'application de la Taxe sur les Transferts d'Argent (TTA). Instituée par la loi de finances et officialisée au Journal Officiel du 2 octobre 2025, cette taxe est désormais effective. L'Association rappelle que la mise en place de la TTA relève exclusivement de l'État du Sénégal. "Elle s'inscrit dans le cadre du Plan de Redressement Économique et Social (PRES) et vise à renforcer les ressources publiques. Les banques et établissements de paiement n'en sont ni les initiateurs ni les bénéficiaires : leur rôle se limite à collecter la taxe et la reverser au Trésor public", précise le communiqué. La TTA est fixée à 0,5% du montant de chaque transaction. Elle concerne les transferts, retraits et paiements électroniques, selon les modalités définies par la réglementation.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/transferts-dargent-la-nouvelle-taxe-de-05-entre-en-vigueur-au-senegal_n_475949.html

Sénégal : Baisse de l'activité du secteur tertiaire en août 2025

Selon la Direction de la prévision et des études économiques (Dpee), l'activité du secteur secondaire s'est repliée de 13,4%, en rythme mensuel au mois d'août 2025. Cette contreperformance, explique la Dpee, est essentiellement imputable à la fabrication de produits agro alimentaires (-13,1%), à la « production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile » (-38,0%), à la construction (-25,9%), aux autres industries manufacturières (-24,5%) et au « raffinage du pétrole et cokéfaction » (-27,8%). Toutefois, sur la période, la fabrication de produits pharmaceutiques s'est



bien tenue (+33,6%). Sur une base annuelle, souligne la même source, l'activité du secondaire a enregistré une baisse de 1,6% imputable, principalement, à la fabrication de produits agro-alimentaires (-7,5%), à la construction (-10,6%), à la fabrication de matériels de transport (-41,6%), au « travail du caoutchouc et du plastique » (-29,5%) et à la fabrication de produits chimiques de base (-15,4%).

https://www.lejecos.com/Senegal-Baisse-de-l-activite-du-secteur-tertiaire-en-aout-2025_a29960.html

LEJECOS. Sénégal : 2026 l'année de vérité financière

Le Sénégal entre en 2026 avec un risque financier que les agences de notation ne prennent plus la peine d'enrober : une trajectoire qui pourrait le conduire, faute d'arbitrages rapides, vers une restructuration partielle de sa dette. Le diagnostic n'a plus rien d'ambigu : le Sénégal entre dans un cycle où les fondamentaux macroéconomiques, les contraintes de liquidité et l'environnement financier régional convergent pour créer un risque souverain systémique. Les récentes dégradations ne sont pas seulement un signal ; elles sont un recalibrage du risque, aligné sur des métriques qui se détériorent depuis au moins deux exercices. Après deux dégradations en un mois (Moody's à Caa1, S&P à CCC+) le pays se retrouve dans une zone où l'accès au financement international est pratiquement fermé. Dans le même temps, les obligations sénégalaises s'affaiblissent davantage après la dernière sortie du ministre des Finances à l'Assemblée nationale, signalant des tensions sur les liquidités.

https://www.lejecos.com/Senegal-2026-l-annee-de-verite-financiere_a29964.html

LE SOLEIL. Coopération numérique : Quand l'expérience de la Cdc sénégalaise inspire le Maroc

La Caisse des dépôts et de gestion (Cdg) du Maroc a procédé, le mercredi 19 novembre dernier, au lancement officiel de Cdg Incept, sa nouvelle filiale technologique. Un modèle directement inspiré de Synapsys SA, la filiale informatique de la Caisse des dépôts et consignations (Cdc) du Sénégal, devenue en quelques années une référence régionale en matière d'innovation publique et de souveraineté numérique. Selon un communiqué de presse parvenu ce lundi à lesoleil.sn, la cérémonie inaugurale, organisée à Rabat, a réuni des représentants du secteur public, institutionnel et privé. M. Zakya Mateme Diop, Directeur général de Synapsys SA, y était présent comme invité d'honneur. Il a également signé un Memorandum of Understanding (MOU) scellant les bases d'un partenariat stratégique entre Synapsys SA et Cdg Incept. Cette coopération marque un tournant symbolique dans les relations intra-africaines : c'est désormais le Sénégal qui exporte son expertise technologique vers l'une des principales institutions financières du continent. Un « renversement des paradigmes classiques » salué par les acteurs présents.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/cooperation-numerique-quand-l'experience-de-la-cdc-senegalaise-inspire-le-maroc/>

SIKA FINANCE. Sénégal : L'IFC alloue 12 milliards FCFA à Carrefour Médical

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-l-ifc-alloue-12-milliards-fcfa-a-carrefour-medical_58027

FINANCIAL AFRIK. Sénégal : la centrale de Sendou diluée entre Chypre, Maurice, Malte et Tel-Aviv



Comment un projet de souveraineté nationale est devenu un fiasco mondialisé. Quand la Banque africaine de développement finance l'ombre pour la proie. Un dossier devenu tentaculaire devant les tribunaux. Au départ, Sendou devait être un symbole de souveraineté énergétique : 125 MW de puissance baseload, capables de réduire les délestages et renforcer la croissance industrielle du Sénégal.....

<https://www.financialafrik.com/2025/12/01/senegal-la-centrale-de-sendou-diluee-entre-chypre-maurice-malte-et-tel-aviv/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

JEUNE AFRIQUE. Bassirou Diomaye Faye : « Le combat pour Thiaroye est un combat pour l'âme du Sénégal »

Ce 1er décembre 2025, soit quatre-vingt-un ans après le massacre de Thiaroye, le chef de l'État sénégalais a rendu hommage aux tirailleurs tués par l'armée coloniale française pour avoir réclamé le paiement d'arriérés de soldes à leur retour au pays à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a présidé lundi, en présence de représentants de plusieurs pays africains, la cérémonie commémorant le massacre par l'armée coloniale française de tirailleurs africains à Thiaroye, au Sénégal, il y a quatre-vingt-un ans. Au matin du 1er décembre 1944, au camp militaire de Thiaroye, non loin de Dakar, des troupes coloniales avaient tiré sur ordre d'officiers de l'armée française sur des tirailleurs rapatriés après avoir combattu pour l'armée française en Europe lors de la Seconde Guerre mondiale. Ces tirailleurs originaires de plusieurs pays ouest-africains (notamment du Soudan français – devenu aujourd'hui le Mali –, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Haute-Volta – devenue le Burkina Faso) réclamaient le paiement d'arriérés de soldes avant de rentrer chez eux.

<https://www.jeuneafrique.com/1745211/politique/bassirou-diomaye-faye-le-combat-pour-thiaroye-est-un-combat-pour-lame-du-senegal/>

LE MONDE AFRIQUE. Au large du Sénégal, un pétrolier lié à la Russie touché par des « explosions externes »

L'incident, qualifié de « majeur » par les autorités portuaires du pays ouest-africain, s'est produit jeudi soir 27 novembre. La piste d'une attaque d'un genre inédit, orchestrée par l'Ukraine, n'est pas exclue. Jeudi 27 novembre, il est 23 h 45 lorsque le Mersin, un pétrolier qui mouille depuis deux mois à dix milles (19 kilomètres) des côtes sénégalaises, subit une avarie ; « quatre explosions externes », a précisé son armateur turc, Besiktas Shipping, lundi 1er décembre. Le navire battant pavillon du Panama a été gravement endommagé. Comme le montrent des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, la poupe de ce bateau long de 183 mètres est à moitié engloutie, ce qu'a confirmé l'armateur, évoquant « une entrée d'eau dans la salle des machines ». Alors que le Mersin avait appareillé le 21 août de Taman – un port situé près du détroit de



Kertch, qui sépare la Russie continentale de la Crimée –, une attaque orchestrée par l'Ukraine fait partie des hypothèses étudiées.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/12/02/un-petrolier-lie-a-la-russie-touche-par-des-explosions-externes-au-large-du-senegal_6655627_3212.html

RFI. Sénégal: un pétrolier en difficulté et ramené près du port de Dakar fait peser un risque de marée noire

Le Sénégal fait face à un risque de marée noire. Au large de Dakar, un pétrolier Mersin prend l'eau après un incident technique. Chargé de 39 000 tonnes de carburant, il menace de sombrer et de déverser son pétrole dans l'océan. Samedi 29 novembre, les autorités ont activé un plan d'urgence pour empêcher un rejet d'hydrocarbures en mer. Le port de Dakar, mais aussi la Marine nationale, et la gendarmerie maritime, sous la coordination de la Haute autorité chargée de la sécurité maritime, tous sont mobilisés, rapporte l'une de nos correspondantes à Dakar, Léa-Lisa Westerhoff. Les 22 membres de l'équipage ont pu être secourus dès dimanche 30 novembre. Les 39 000 tonnes de gazole qui se trouvent à bord de ce gigantesque navire sont en train d'être récupérées, dit le capitaine de vaisseau Ibrahim Sow, de la direction de l'information de l'armée, joint par RFI. Elles sont transbordées vers un tanker beaucoup plus petit, d'une capacité de 3 000 tonnes. Une opération lente et périlleuse, puisqu'elle a lieu en pleine mer.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251201-s%C3%A9n%C3%A9gal-un-p%C3%A9trolier-en-difficult%C3%A9-au-large-de-dakar-fait-peser-un-risque-de-mar%C3%A9e-noire>

LE FIGARO. «L'économie mondiale a été résiliente cette année» malgré une «fragilité» accrue, estime l'OCDE

En zone euro, la croissance est attendue à 1,3% en 2025 et à 1,2% en 2026. Pénalisée par l'instabilité politique et budgétaire, la France verrait pourtant sa croissance atteindre 0,8% cette année. L'économie mondiale résiste en 2025 malgré le choc des droits de douane américains et les incertitudes politiques, l'OCDE se montrant mardi plus optimiste pour des poids lourds comme les États-Unis, la Chine et la zone euro, tout en pointant une «fragilité» accrue. «L'économie mondiale a été résiliente cette année, malgré les craintes d'un ralentissement plus marqué compte tenu du renforcement des obstacles au commerce et de la forte incertitude liée à l'action publique», relève l'Organisation de coopération et de développements économiques dans un rapport présentant ses prévisions économiques mondiales actualisées.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-economie-mondiale-a-ete-resiliente-cette-annee-malgre-une-fragilite-accrue-estime-l-ocde-20251202>

LES ECHOS. Croissance : pourquoi l'écart ne cesse de se creuser entre pays riches et pays émergents

Pour ses nouvelles prévisions de croissance, l'OCDE anticipe un ralentissement général du PIB mondial pour l'an prochain. Les pays émergents résistent tandis que les pays riches sont à la peine, en particulier l'Europe. Explications. Deux mondes coexistent. D'un côté, les pays émergents dont l'activité est plutôt florissante, de l'autre des pays riches industrialisés dont la croissance est à la peine. Pour ses dernières prévisions de l'année, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) annonce, mardi, que la croissance du PIB mondial devrait ralentir. Évaluée à 3,2 % cette année, elle s'afficherait à 2,9 % l'an prochain en 2026, avant de remonter



légèrement à 3,1 % en 2027. Mais derrière ce chiffre global se cache une réalité où l'économie mondiale se partage en deux. Depuis plusieurs années, l'écart se creuse entre les pays membres de l'OCDE et les pays émergents qui n'appartiennent pas à ce club restreint dit des pays riches. Pour ces derniers, la croissance du PIB reste faible aux alentours de 1,7 % contre environ 4 % pour les autres.

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/croissance-pourquoi-lecart-ne-cesse-de-se-creuser-entre-pays-riches-et-pays-emergents-2202147>

LE MONDE. « C'est aux Etats-Unis que la Chine a le plus prêté, pas aux pays en développement »

Oubliez les « nouvelles routes de la soie » : plus des trois quarts des prêts chinois ciblent désormais des projets dans les économies avancées, selon un nouveau rapport, explique Harold Thibault, journaliste au « Monde », dans sa chronique. Les Etats-Unis n'ont pas ménagé leurs efforts au cours de la dernière décennie pour prévenir tous les pays, et surtout ceux en développement, du risque d'accepter les financements chinois. L'idée dominait alors que les prêts de l'Etat chinois et de ses banques publiques se dirigeaient d'abord vers ces nations à l'économie émergente pour y construire des infrastructures (et des loyautés) le long des « nouvelles routes de la soie ». Une étude méticuleuse publiée récemment remet profondément en cause cette lecture de la diplomatie chinoise des crédits. Le rapport « Chasing China », publié le 18 novembre par le laboratoire AidData de suivi des financements publics internationaux à l'université William & Mary, située en Virginie (Etats-Unis), démontre au contraire que plus des trois quarts des prêts chinois soutiennent désormais des projets dans des pays riches ou à revenus intermédiaires.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/12/02/c-est-aux-etats-unis-que-la-chine-a-le-plus-prete-pas-aux-pays-en-developpement_6655631_3232.html

ZONE BOURSE. La Banque du Japon revient contrarier (un peu) le marché

Les marchés ont mis fin hier au rebond de fin novembre. Les indices étaient un peu en bout de course et ont fini par manquer de carburant. En parallèle, la politique monétaire japonaise a fait son retour sur la scène internationale par l'entremise du fameux carry trade. L'occasion pour moi de rappeler le fonctionnement de ce système d'irrigation discret de la finance mondiale. Baisse des taux par-ci, baisse des taux par-là. Et si on parlait de hausse des taux plutôt, histoire de changer un peu de disque ? C'est ce que le marché semble avoir voulu expérimenter hier, avec sa nouvelle passion : les obligations japonaises. Ok, ok, dit comme ça, ça n'émoustille personne, c'est clair. Et pourtant, ça a contribué tout au bout de la chaîne à peser sur les cryptomonnaies. Non, je ne me suis pas réveillé avec trois grammes de ma dernière soirée alcoolisée. Je parle du genre de vases communicants dont la finance regorge mais qui ne deviennent visibles qu'à certains moments.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/la-banque-du-japon-revient-contrarier-un-peu-le-marche-ce7d51d8d18ff127>

RFI. Les Suisses rejettent un service civique obligatoire et une taxe climatique sur les riches

Les Suisses ont rejeté deux initiatives populaires dans un vote qui s'est déroulé dimanche 1er décembre. La première question portait sur le remplacement du service militaire par un service civique obligatoire pour tous, sans distinction de sexe. La



deuxième, sur l'instauration d'une taxe climatique sur les ultrariches. Les Suisses ont très majoritairement dit « non » à ces deux propositions. Une initiative rejetée à 84 % pour celle concernant le service militaire, 78 % pour la taxation climatique sur les riches. La participation s'est élevée à 43 %. En Suisse, le référendum est au cœur de la démocratie directe suisse. Il suffit de 100 000 signatures pour soumettre une question à la votation populaire. Le vote de dimanche a suscité de vifs débats. Les adeptes du service civique souhaitaient établir une véritable égalité entre les sexes. Avant d'obliger les femmes à effectuer un service militaire ou civil, par ailleurs non rémunéré.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251201-les-suisses-rejettent-un-service-civique-obligatoire-et-une-taxe-climatique-sur-les-riches>

BFMTV. Contrairement au Royaume-Uni qui ne veut pas participer, l'Union européenne trouve un accord avec le Canada sur le programme européen d'armement Safe

Les négociations avaient échoué avec le Royaume-Uni, elles réussissent cette fois avec le Canada. L'Union européenne a trouvé un accord pour la participation d'Ottawa au Safe, le programme européen d'armement qui prévoit des achats en commun. L'Union européenne et le Canada ont annoncé lundi 1 décembre un accord sur la participation des Canadiens à un programme européen d'aide à l'industrie de défense, dénommé Safe et doté de 150 milliards d'euros. "Nous nous félicitons de la conclusion des négociations sur un accord concernant la participation du Canada à Safe", ont indiqué la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le Premier ministre canadien Mark Carney, dans un communiqué commun. Ce nouvel instrument européen vise à mettre à disposition des Etats des prêts à des conditions très favorables, destinés à des achats conjoints dans l'armement.

https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/defense/contrairement-au-royaume-uni-qui-ne-veut-pas-participer-l-union-europeenne-trouve-un-accord-avec-le-canada-sur-le-programme-europeen-d-armement-safe_AD-202512020164.html

LE COURRIER.VN. Exportations vietnamiennes : l'urgence de passer du "bas prix" à la création de valeur

Malgré une croissance impressionnante, les exportations vietnamiennes demeurent confrontées à plusieurs défis structurels : faible valeur ajoutée, concentration des marchés et exploitation encore limitée des accords de libre-échange (ALE). Dans le contexte actuel, les entreprises sont appelées à passer d'une stratégie fondée sur les bas prix à un modèle axé sur la création de valeur, l'innovation au sein des chaînes d'approvisionnement et la consolidation d'une marque nationale forte. Des performances en hausse mais une valeur ajoutée limitée. Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, la valeur des échanges commerciaux du Vietnam a atteint 800 milliards de dollars à la mi-novembre 2025. Avec la dynamique actuelle, le commerce extérieur devrait établir un nouveau record de plus de 900 milliards de dollars cette année, confirmant le rôle moteur des exportations dans l'économie nationale.

<https://lecourrier.vn/exportations-vietnamiennes-lurgence-de-passer-du-bas-prix-a-la-creation-de-valeur/1296584.html>



CHALLENGES. Le Giec se réunit à Saint-Denis : 5 chiffres pour comprendre l'enjeu et le travail de ces scientifiques

Saint-Denis, en Ile-de-France, accueille une réunion de 600 experts du Giec à partir de ce lundi 1er décembre. Alors qu'un nouveau rapport doit être publié en 2028-2029, plongée au cœur du fonctionnement de cette organisation scientifique. La plus grande réunion des meilleurs scientifiques mondiaux sur le climat se tient à partir de ce lundi 1er décembre à Saint-Denis. La France accueille pour la première fois 600 auteurs du Giec, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Un grand raout de cinq jours qui doit lancer un nouveau cycle de travail en vue de la publication du prochain rapport d'évaluation à la fin de la décennie. L'occasion de soulever le voile en 5 chiffres sur le fonctionnement de l'organisation, de plus en plus attaquée à l'heure de la désinformation climatique.

https://www.challenges.fr/entreprise/green-economie/le-giec-se-reunit-a-saint-denis-5-chiffres-pour-comprendre-lenjeu-et-le-travail-de-ces-scientifiques_632367

